

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE DU CAMEROUN

OFFICIAL GAZETTE OF THE REPUBLIC OF CAMEROON

PARAISSANT LE 1er ET LE 15 DE CHAQUE MOIS A YAOUNDE

PUBLISHED AT YAOUNDE ON THE 1st AND 15th OF EACH MONTH

ABONNEMENTS

Tarifs applicables à compter du 1er janvier 1997

CAMEROUN

(Voie recommandée exclusivement)

1 an	30.000 FCFA
Le numero ordinaire.....	500 FCFA
Le numero du Supplément Do- maines	5.000 FCFA

ETRANGER

(Voie aeriennne recommandée)

Afrique Centrale.....	48 000 FCFA
Autres pays d'Afrique.....	105 000 FCFA
France.....	105.000 FCFA
Autres pays d'Europe	105.000 FCFA
Amerique, Canada, etc.....	145.000 FCFA

SUBSCRIPTIONS

Subscription rates applicable as from 1Jan. 1997

CAMEROON

(By registered post exclusively)

1 Year	30,000 CFAF
Per Ordinary Issue.....	500 CFAF
Per Lands Supplement	5.000 CFAF

ABROAD

(By registered air mail)

Central Africa.....	48,000 CFAF
Other African Countries	105,000 CFAF
France.....	105,000 CFAF
Other European Countries.....	105,000 CFAF
America, Canada etc.....	145,000 CFAF

AVIS IMPORTANT

Les abonnements et insertions sont payables d'avance par mandat postal ou chèque au nom de M. le Secrétaire Général de la Présidence de la République a Yaoundé.

Les abonnements ne sont pas reconduits automatiquement. Ils ne sont renouvelés que sur la demande des intéressés.

Les bandes du J.O.R.C portent la date de la fin d'abonnement.

Pour les changements d'adresse, joindre la dernière bande et un mandat de 200 francs au nom de M. Le Secrétaire Général de la Présidence de la République Yaounde

IMPORTANT NOTICE

Subscriptions and insertions are payable in advance by postal order or cheque made out to the Secretary General of the Presidency of the Republic, Yaounde

Subscriptions are not renewed automatically but only upon application by subscribers.

The wrappers of the Official Gazette of the Republic of Cameroon indicate the date of expiry of the subscription.

In case of a change of address, send the last wrapper and a postal order for 200 francs to the Secretary General of the Presidency of the Republic, Yaounde.

TARIF DES ANNONCES

Annonces et avis, la ligne (56 lettres, signes et espaces) 500 FCFA

Avis de changement de nom..... 15.000 FCFA

Publication relative à la propriété foncière, forestière et minière, la ligne 500 FCFA

CHARGES FOR ADVERTISEMENT

Notices and announcements (56 letters, signs and spaces) 500 CFAF

Change of Name 15.000 CFAF

Notice concerning landed estate, forestry or mining property, per line 500 CFAF

SOMMAIRE

PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE

PAGE

Loi n° 98-10 du 14 juillet 1998 autorisant le Président de la République à ratifier les actes constitutifs du traité instituant la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), signé le 16 mars 1994 à Ndjaména..... 595

Loi n° 98-11 du 14 juillet 1998 modifiant et complétant certaines dispositions de loi n° 96-7 du 8 avril 1996 portant protection du patrimoine routier national..... 595

Loi n° 98-12 du 14 juillet 1998 relative au dumping et à la commercialisation des produits d'importation subventionnés..... 596

Loi n° 98-13 du 14 juillet 1998 relative à la concurrence..... 600

CONTENTS

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

PAGE

Law No. 98-10 of 14 July 1998 to authorize the President of the Republic to ratify the constituent instruments of the treaty instituting the Economic and Monetary Community of Central Africa (CEMAC) signed on 16 March 1994 at Ndjamená (Republic of Chad 595

Law No. 98-11 of 14 July 1998 to amend and supplement certain provisions of Law No. 96-7 of 8 April 1996 on the protection of the national road network..... 595

Law No. 98-12 of 14 July 1998 on dumping practices and trade in subsidized imports..... 596

Law No. 98-13 of 14 July 1998 relating to competition..... 600

Loi n° 98-14 du juillet 1998 régissant les télécommunications au Cameroun. 610

Loi n° 98-15 du 14 juillet 1998 relative aux établissements classés dangereux, insalubres ou incommodes..... 634

Décret n° 98-141 autorisant le ministre d'Etat chargé de l'Economie et des Finances à signer avec l'Association Internationale de Développement (AID) un Accord de Crédit d'Appui à l'ajustement structurel..... 643

Décret constatant une acquisition de la nationalité camerounaise. 644

Arrêté accordant une pension de réversion à la veuve de feu Nguini Marcel (Mle 13 343-O)..... 644

Arrêté accordant une prolongation d'activité à certains magistrats..... 645

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Arrêté n° 113 du 27 mai 1998 portant création de la Commission nationale chargée de la mise en place d'une bourse des valeurs mobilières au Cameroun..... 646

Arrêté portant ouverture de la campagne de vérification périodique des instruments de mesure pour l'exercice 1998-99. 648

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE

Arrêté portant ouverture des sections et attribution de places dans le cycle "B" des divisions administratives et des régies financières de l'Ecole nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM) pour l'année académique 1997-98..... 649

MINISTERE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Arrêté portant création et organisation du Programme national de Recherches sur les Bananiers et les Plantains (PNRBP)..... 650

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

Arrêté portant création de centres de santé intégrés dans les provinces du Sud-Ouest et du Littoral.... 654

Arrêté portant création d'un centre de santé intégré dans la province du Sud 655

Arrêté portant création d'un centre de santé public de Hegba, province du centre..... 655

Arrêté portant création du centre de santé public d'Ewoh 656

Law No. 98-14 of 14 July 1998 to govern telecommunications in Cameroon..... 610

Law No. 98-15 of 14 July 1998 relating to Establishments classified as dangerous, unhealthy or obnoxious..... 634

Decree No. 98-141 of 7 July 1998 to authorize the Minister of State in charge of the Economy and Finance to sign with the International Development Association (IDA) a structural adjustment support loan Agreement for the sum of 133,500,000 SDR, equivalent to 111,600,000,000 CFA francs..... 643

Decree to grant Cameroonian nationality 644

Order to grant a reversionary pension to the widow of the late Nguini Marcel (See No. 13 343-O),..... 644

Grant of an extension of service period to some judicial and legal officers 645

MINISTRY OF THE ECONOMY AND FINANCE

Order No. 113 of 27 May 1998 to set up a National committee in charge of establishing a Stock Market in Cameroon 646

Opening of the periodic verification season for measuring instruments of the 1998-99 financial year 648

MINISTRY OF PUBLIC SERVICE

Order to open sections and allot places at ENAM..... 649

MINISTRY OF SCIENTIFIC AND TECHNICAL RESEARCH

Order No. 3 of 12 June 1998 to institute and organize the National Research Programme on Banana and Plantains 650

MINISTRY OF PUBLIC HEALTH

Order No. 101 of 5 June 1998 to set up integrated health centres in the South-West and Littoral provinces..... 654

Order No. 103 of 12 June 1998 to set up an integrated health centre in the South province..... 655

Order No. 105 of 15 June 1998 to set up the Hegba public health centre in centre province 655

Order No. 106 of 15 June 1998 to set up the Ewoh public health centre 656

Art. 77.- La présente loi qui abroge toutes les dispositions antérieures contraires, sera enregistrée, publiée suivant la procédure d'urgence, puis insérée au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 14 juillet 1998.

Le Président de la République,
Paul Biya.

Loi n° 98-15 du 14 juillet 1998 relative aux établissements classés dangereux, insalubres ou incommodes

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté, le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Titre I
Dispositions générales

Article premier.- La présente loi régit, dans le respect des principes de gestion de l'environnement et de protection de la santé publique, les établissements classés dangereux, insalubres ou incommodes.

Art. 2.- (1) Sont soumis aux dispositions de la présente loi, les usines, les ateliers, les dépôts, les chantiers, les carrières et, de manière générale, les installations industrielles artisanales ou commerciales exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, et qui présentent ou peuvent présenter soit des dangers pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, l'agriculture, la nature et l'environnement en général, soit des inconvénients pour la commodité du voisinage.

(2) Les types d'établissements soumis aux dispositions de la présente loi et le classement de chacun d'eux sont fixés par voie réglementaire.

Art. 3.- Les établissements classés dangereux, insalubres ou incommodes sont divisés en deux classes suivant les dangers ou la gravité des inconvénients inhérents à leur exploitation:

a) la première classe comprend les établissements dont l'exploitation ne peut être autorisée qu'à la condition que des mesures soient prises pour prévenir les dangers ou les inconvénients visés à l'article 2 ci-dessus; cette autorisation peut être subordonnée à l'implantation des dits établissements en dehors des zones d'habitation ou à leur éloignement des captages des cours d'eau, de la mer et des immeubles occupés par des tiers;

b) la deuxième classe comprend les établissements qui, ne présentant pas des dangers et inconvénients importants pour les intérêts cités à l'article 2 ci-dessus, sont néanmoins soumis à des prescriptions générales visant à assurer la protection de tels intérêts.

Section 77: This law, which repeals all previous provisions repugnant hereto, shall be registered, published according to the procedure of urgency, and inserted in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 14 July 1998.

Paul Biya,
President of the Republic.

Law No. 98-15 of 14 July 1998 relating to establishments classified as dangerous, unhealthy or obnoxious

The National Assembly deliberated and adopted, the President of the Republic hereby enacts the law set out below:

Part I
General Provisions

Section 1:- This law governs, within the framework of the principles of environmental management and protection of public health, establishments classified as dangerous, unhealthy or obnoxious.

Section 2:- (1) The following shall be subject to the provisions of this law: factories, workshops, depots, building sites, quarries and, in general, industrial, handicraft or commercial installations operated or owned by any natural person or corporate body, private or public, and constituting or potentially constituting either a danger to health, safety, public hygiene, agriculture, nature and the environment in general, or an inconvenience to the neighbourhood.

(2) The types of establishments subject to the provisions of this law and their classification shall be laid down by regulations.

Section 3:- Dangerous, unhealthy or obnoxious establishments shall be divided into two classes according to the dangers or the gravity of the inconveniences inherent in their activities:

(a) Class I shall comprise establishments whose activities can be authorized only if measures are taken to prevent the dangers or inconveniences referred to in Section 2 above; such authorization may be subject to the location of the said establishments outside residential areas or far away from water catchments, the sea or buildings occupied by third parties;

(b) Class II shall comprise establishments which, although not constituting major dangers or inconveniences to the interests referred to in Section 2 above are nonetheless subject to the general prescriptions aimed at protecting such interests.

Titre II

Dispositions spécifiques aux établissements de première classe

Art. 4.- Les établissements de première classe doivent faire l'objet, avant leur implantation et leur exploitation, d'une autorisation délivrée par le ministre chargé des établissements classés, après avis des autres administrations concernées.

Art. 5.- Le responsable d'un établissement de première classe est tenu de procéder, avant l'ouverture dudit établissement, à une étude des dangers suivant des modalités fixées par voie réglementaire.

Art. 6.- (1) Les demandes d'autorisation d'exploitation des établissements de première classe font l'objet d'une enquête publique, ouverte par le ministre chargé des établissements classés, dans des conditions déterminées par voie réglementaire.

(2) L'autorisation précise les conditions d'implantation et d'exploitation, ainsi que les prescriptions techniques visant à sauvegarder les intérêts mentionnés à l'article 2 ci-dessus.

(3) L'autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers.

Art. 7.- Pour la protection des intérêts visés à l'article 2 de la présente loi, le ministre chargé des établissements classés, dans des conditions fixées par voie réglementaire, délimite autour des établissements de première classe un périmètre de sécurité à l'intérieur duquel sont interdites les habitations et toute activité incompatible avec le fonctionnement desdits établissements.

Art. 8.- (1) Les établissements de première classe générateurs de pollutions solides, liquides ou gazeuses doivent procéder à l'auto-surveillance de leurs rejets.

(2) Des normes fixées par voie réglementaire déterminent les niveaux d'émission acceptables des rejets dans l'environnement.

Titre III

Dispositions spécifiques aux établissements de deuxième classe

Art. 9.- Les établissements de deuxième classe doivent faire l'objet, avant leur ouverture, d'une déclaration écrite adressée au ministre chargé des établissements classés qui statue, après avis des autres administrations concernées, suivant des modalités fixées par voie réglementaire.

Art. 10.- Les établissements de deuxième classe sont soumis aux prescriptions générales fixées par voie réglementaire, en vue de la protection des visés à

Part II

Specific Provisions Applicable to Class I Establishments

Section 4: - The setting up and operation of Class I establishments shall be subject to the prior issue of an authorization by the minister in charge of classified establishments, upon the recommendation of the other government services concerned.

Section 5: - (1) The manager of a Class I establishment shall, prior to the opening of the said establishment, conduct studies on dangers in accordance with conditions laid down by regulations.

Section 6: - (1) Applications for authorization to set up Class I establishments shall be subject to a public investigation opened by the minister in charge of classified establishments, under conditions laid down by regulations.

(2) The authorization shall specify the conditions for locating and operating the establishment as well as the technical prescriptions for the protection of the interests mentioned in Section 2 above.

(3) The authorization shall be issued, subject to third party rights.

Section 7: - As concerns the protection of the interests referred to in Section 2 of this law, the minister in charge of classified establishments shall under conditions laid down by regulations, demarcate a security zone around Class I establishments within which the building of homes and the carrying out of any other activity incompatible with the functioning of the said establishments shall be forbidden.

Section 8: - (1) Class I establishments which cause solid, liquid or gaseous pollution shall monitor their waste.

(2) Standards set by regulations shall determine the acceptable levels of waste emissions.

Part III

Specific Provisions Applicable to Class II Establishments

Section 9: - The opening of a Class II establishment shall be subject to a prior written declaration sent to the minister in charge of classified establishments who shall, upon the recommendation of the other government services concerned, take a decision under conditions laid down by regulations.

Section 10: - Class II establishments shall be subject to the general prescriptions laid down by the regulations for the protection of the interests referred

l'article 2 de la présente loi.

Art. 11.- (1) Des prescriptions additionnelles peuvent, en tant que de besoin, être édictées contre les inconvénients inhérents à l'exploitation d'un établissement de deuxième classe, selon des modalités fixées par voie réglementaire.

(2) L'exploitant d'un établissement de deuxième classe peut, sur la base d'une demande motivée adressée au ministre chargé des établissements classés, obtenir la suppression ou l'atténuation de certaines prescriptions auxquelles il est soumis.

Titre IV

Dispositions communes aux établissements classés

Chapitre I

Du fonctionnement des établissements classés

Art. 12.- (1) L'exploitant de tout établissement classé est tenu d'établir un plan d'urgence propre à assurer l'alerte des autorités compétentes et des populations avoisinantes en cas de sinistre ou de menace de sinistre, l'évacuation du personnel ainsi que les moyens pour circonscrire les causes du sinistre.

(2) Le plan d'urgence doit être agréé par les administrations compétentes qui s'assurent périodiquement du bon état et de la fiabilité des matériels prévus pour la mise en oeuvre dudit plan.

Art. 13.- Tout changement d'exploitant ou de dénomination d'un établissement classé doit faire l'objet d'une déclaration.

Art. 14.- Tout transfert sur un autre emplacement ou toute modification d'un établissement classé fait l'objet, suivant la classe, d'une demande d'autorisation complémentaire ou d'une nouvelle déclaration.

Art. 15.- Lorsqu'un établissement classé autorisé ou déclaré n'est pas fonctionnel dans un délai de deux (2) ans à compter de la notification de l'autorisation ou de la délivrance du récépissé de déclaration, ou n'est pas exploité pendant deux (2) années consécutives, l'industriel doit, pour reprendre les activités, solliciter une nouvelle autorisation ou procéder à une nouvelle déclaration.

Art. 16.- Le ministre chargé des établissements classés peut fermer un établissement classé dont le fonctionnement présente, pour les intérêts mentionnés à l'article 2 ci-dessus des dangers et inconvénients mentionnés à l'article 2 de la présente loi.

Chapitre II

De l'inspection et du contrôle des établissements classés

Art. 17.- Au sens de la présente loi et de ses textes

to in Section 2 of this law.

Section 11: - (1) Supplementary prescriptions may, as and when necessary, be laid down against the inconveniences inherent in the operation of a Class II establishment, under conditions laid down by regulations.

(2) The manager of a Class II establishment may, by an application with reasons therefor sent to the minister in charge of classified establishments, obtain the cancellation or alleviation of some of the prescriptions to which he is subjected.

Part IV

Common Provisions Applicable to Classified Establishments

Chapter I

Functioning of Classified Establishments

Section 12: - (1) The operator of any classified establishment shall be bound to draw up an emergency plan through which the competent authorities and neighbouring inhabitants can be alerted in case of disaster or impending disaster. Such plan shall also provide for the evacuation of personnel as well as the means to contain the disaster.

(2) The emergency plan must be approved by the competent government services which shall periodically ascertain the good state and reliability of the equipment needed to execute the plan.

Section 13: - Any change of operator or of the name of a classified establishment shall be reported.

Section 14: - An additional authorization or a new declaration shall be required for the transfer of a classified establishment to another site or for modifications thereto, depending on its class.

Section 15: - Where a classified establishment has been authorized or declared but is not operational within two years with effect from notification of the authorization or issue of the declaration receipt, or where it has not been operating for two consecutive years, a new authorization or declaration shall be required before it resumes its activities.

Section 16: - The minister in charge of classified establishments may close down a classified establishment whose operation is dangerous or inconvenient to the interests mentioned in Section 2 of this law.

Chapter II

Inspection and Control of Classified Establishments

Section 17: - Within the meaning of this law and its

d'application, on entend par inspection et contrôle d'un établissement classé dangereux, insalubre ou incommode, l'ensemble des opérations menées dans ledit établissement dans le cadre de la surveillance administrative et technique, visant à prévenir les dangers et les inconvénients mentionnés à l'article 2 ci-dessus.

Art. 18.- L'inspection et le contrôle des établissements classés sont exercés par les agents assermentés du ministère chargé desdits établissements ou de toute autre administration compétente.

Art. 19.- (1) Les agents visés à l'article 18 ci-dessus ont pour mission:

- de contrôler le fonctionnement des établissements classés;
- de faire les audits et d'en dresser les rapports;
- de veiller au respect des prescriptions techniques et des dispositions de la présente loi et de ses textes d'application.

(2) Ils ont le droit de visiter à tout moment les établissements soumis à leur surveillance et au moins une fois par semestre.

Art. 20.- L'administration chargée des établissements classés peut agréer des personnes physiques ou morales spécialisées soit pour les contrôles et les audits des établissements classés, soit pour l'exploitation des laboratoires en vue de la détermination de la quantité et de la qualité des effluents rejetés par lesdits établissements, dans des conditions fixées par voie réglementaire.

Titre V

Dispositions financières

Art. 21.- Tout établissement classé dangereux, insalubre ou incommode est assujéti au paiement d'un droit de délivrance de l'autorisation d'exploitation ou du récépissé de déclaration dont les montants sont fixés par voie réglementaire.

Art. 22.- (1) Les frais d'inspection et de contrôle périodique des établissements de deuxième classe sont calculés sur la base de l'occupation superficielle desdits établissements et cumulativement par tranches successives, en fonction des paramètres ci-dessous:

Superficie	Taux
de 0m ² à 10m ² inclus.....	10.000 frs
de 10m ² à 50m ² inclus.....	200 frs le m ²
de 50m ² à 100m ² inclus.....	120 frs le m ²
de 100m ² à 200m ² inclus.....	60 frs le m ²
de 200m ² à 1000m ² inclus.....	40 frs le m ²
au dessus de 1000m ²	30 frs le m ² .

instruments of application, inspection and control of a dangerous, unhealthy or obnoxious classified establishment shall refer to all the operations carried out within the establishment for administrative and technical supervision purposes, and designed to avert the dangers and inconveniences mentioned in Section 2 above.

Section 18: - Classified establishments shall be inspected and controlled by sworn officials of the ministry in charge of such establishments or of any other competent government service.

Section 19: - (1) The task of the officials referred to in Section 18 above shall consist in:

- controlling the functioning of classified establishments;
- auditing them and drawing up reports thereon;
- ensuring compliance with the technical prescriptions and with the provisions of this law and of its instruments of application.

(2) They shall have the right to visit establishments subject to their supervision at any time, and at least once every six months.

Section 20: - The ministry in charge of classified establishments may approve specialized natural persons or corporate bodies either to control and audit classified establishments, or to run laboratories which can determine the quantity and type of effluent dumped by the said establishments. This shall be done under conditions laid down by regulations.

Part V

Financial Provisions

Section 21: - Establishments classified as dangerous, unhealthy or obnoxious shall be required to pay a fee for the issue of the operating authorization or of the declaration receipt at rates fixed by regulations.

Section 22: - Periodic inspection and control fees of Class II establishments shall be calculated on the basis of the area occupied by the establishments, and concurrently according to successive brackets, as follows:

Area	Fee
from 0 m ² to 10 m ² inclusive	10,000 frs.
from 10 m ² to 50 m ² inclusive	200 frs./m ²
from 50 m ² to 100 m ² inclusive	120 frs./m ²
from 100 m ² to 200 m ² inclusive	60 frs./m ²
from 200 m ² to 1,000 m ² inclusive	40 frs./m ²
above 1,000 m ²	30 frs./m ²

(2) Les taux ci-dessus sont de moitié pour ce qui concerne les parties non bâties des établissements considérés.

(3) Ces taux sont réduits de 50 % pour les artisans n'employant pas plus de quatre (4) salariés.

Art. 23.- Les frais d'inspection et de contrôle des établissements de première classe sont déterminés suivant le même mode de calcul prévu à l'article 22 ci-dessus, les taux étant multipliés par deux (2).

Art. 24.- Les frais d'inspection et de contrôle des établissements classés sont à la charge des exploitants.

Art. 25. - (1) Les établissements classés qui polluent l'environnement sont assujettis au paiement de la taxe annuelle à la pollution.

(2) Le montant de la taxe perçue pour chaque établissement est égal au produit d'un taux de base par un coefficient multiplicateur.

(3) Le taux et le mode de calcul de la taxe à la pollution sont déterminés par la loi de finances.

(4) Les paramètres liés à la typologie et à la quantité de rejets de ces établissements sont fixés par voie réglementaire.

Art. 26. - (1) Les entreprises classées qui importent des équipements permettant, soit d'éliminer dans leur processus de fabrication ou dans leurs produits les gaz à effet de serre, notamment le gaz carbonique et le chloro-fluoro-carbone, soit de réduire toute forme de pollution, bénéficient d'une réduction du tarif douanier sur ces équipements dans les proportions et durées déterminées, en tant que de besoin, par la loi de finances.

(2) Les exploitants des établissements classés qui entreprennent des actions de promotion de l'environnement bénéficient d'une déduction sur le bénéfice imposable suivant des modalités fixées par la loi de finances.

Art. 27.- (1) Les droits de délivrance de l'autorisation d'exploitation ou du récépissé de déclaration, les frais d'inspection et de contrôle, la taxe à la pollution ainsi que les pénalités prévues par la présente loi sont liquidés par les inspecteurs assermentés des établissements classés et recouverts par les agents du trésor.

(2) Le paiement des frais de contrôle et d'inspection des établissements classés, de la taxe annuelle à la pollution et des diverses pénalités doit être effectué dans un délai de quarante cinq (45) jours après notification des états des sommes dues établis

(2) The above rates shall be halved for the non-built-on areas of the establishments concerned.

(3) These rates shall be reduced by 50% for craftsmen employing not more than 4(four) workers.

Section 23: The fees for the inspection and control of Class I establishments shall be calculated following the method provided for in Section 22 above. The amount of the fees shall be doubled.

Section 24: The fees for the inspection and control of classified establishments shall be borne by the operators thereof.

Section 25: (1) Classified establishments which pollute the environment shall be liable to an annual pollution tax.

(2) The amount of the tax paid by each establishment shall be equal to the product of a base rate times a multiplier coefficient.

(3) The rate and method of calculating the pollution tax shall be determined by the finance law.

(4) The parameters relating to the type and quantity of waste produced by such establishments shall be determined under conditions laid down by regulations.

Section 26: (1) Classified enterprises which import equipment used in eliminating greenhouse gases, carbon dioxide and chlorofluorocarbons from their production processes or products, or to reduce any form of pollution, shall be granted a reduced customs tariffs on such equipment in the proportions and for periods determined as and when necessary by the finance law.

(2) Operators of classified establishments who take environmental protection measures shall be granted a deduction from taxable profits under conditions laid down by the finance law.

Section 27: (1) The fee for the issue of the operating authorization or the declaration receipt, inspection and control fees, the pollution tax as well as the penalties provided for in this law shall be calculated by the sworn inspectors for classified establishments and collected by treasury officials.

(2) The fees for the control and inspection of classified establishments, the annual pollution tax and various penalties must be paid within 45 (forty-five) days following notification of the statements of amounts due prepared by the sworn inspectors who

par les inspecteurs assermentés ayant effectué le contrôle ou ayant constaté le défaut des équipements de traitement des rejets ou une atteinte à la santé publique.

(3) Les sommes perçues sont entièrement reversées au trésor et réparties suivant des modalités fixées par la loi de finances.

Titre VI

Des sanctions administratives

Art. 28.- (1) Sans préjudice des sanctions pénales prévues par la présente loi, lorsqu'un inspecteur chargé du contrôle des établissements classés a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant, le ministre en charge desdits établissements met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai qu'il détermine et ne pouvant, en tout état de cause, excéder trois (3) mois.

(2) Si à l'expiration du délai fixé l'exploitant n'a pas obtempéré à cette injonction, le ministre chargé des établissements classés peut:

- procéder d'office, aux frais de l'exploitant, à l'exécution des mesures prescrites;

- obliger l'exploitant à consigner entre les mains d'un comptable public une somme correspondant au montant des travaux à réaliser, laquelle sera restituée à l'exploitant au fur et à mesure de l'exécution desdits travaux et le cas échéant, procéder au recouvrement forcé de cette somme;

- suspendre par arrêté, le fonctionnement de l'établissement jusqu'à exécution des conditions imposées.

Art. 29.- (1) Lorsqu'un établissement classé est exploité sans avoir fait l'objet de la déclaration ou de l'autorisation requise par la présente loi, le ministre chargé des établissements classés met l'exploitant en demeure de régulariser sa situation dans un délai déterminé qui ne peut excéder deux (2) mois. Le ministre chargé des établissements classés peut, par arrêté motivé, suspendre le fonctionnement de l'établissement jusqu'au dépôt de la déclaration ou de la demande d'autorisation d'exploitation.

(2) Si l'exploitant ne défère pas à la mise en demeure de régulariser sa situation ou si la demande d'autorisation est rejetée, le ministre chargé des établissements classés peut, en cas de nécessité, ordonner la fermeture ou la suppression de l'établissement.

(3) Si l'exploitant n'a pas obtempéré dans le délai fixé, le ministre chargé des établissements classés peut faire application des procédures prévues à l'article 28 ci-dessus.

carried out a control or established the lack of waste treatment equipment or the presence of a public health hazard.

(3) All sums collected shall be paid into the Treasury and shared under conditions laid down in the finance law.

Part IV

Administrative Penalties

Section 28: - (1) Without prejudice to the penalties provided for under this law, where an inspector responsible for controlling classified establishments records the non-compliance with the conditions required of the operator, the minister in charge of the said establishments shall serve the operator with a notice, requesting him to fulfil the conditions within a time-limit to be determined by him but in any case, not exceeding three months.

(2) If, upon expiry of the above time-limit, the operator fails to comply, the minister in charge of classified establishments may:

- automatically execute the prescribed measures at the operator's cost;

- oblige the operator to pay to the public accountant an amount corresponding to the cost of work to be carried out, which amount shall be reimbursed to the operator as the work progresses and, if need be, collect such funds by force;

- suspend the activities of the establishment by order until the imposed conditions are complied with.

Section 29: - (1) Where a classified establishment is operated without the declaration or authorization required by this law, the minister in charge of classified establishments shall serve notice on the operator, requesting him to regularize his situation within a determined time-limit not exceeding 2 (two) months. The minister in charge of classified establishments shall, by order issued with reasons therefor, suspend the activities of a dangerous, unhealthy and obnoxious establishment until it files its declaration or applies for the authorization to operate.

(2) Where the operator of a classified establishment ignores the notice issued him to regularize his situation or where his application for authorization is rejected, the minister in charge of classified establishments may, if necessary, close down or ban such establishment.

(3) Where the operator of a classified establishment fails to comply within the time-limit fixed, the minister in charge of classified establishments shall apply the measures laid down in Section 28 above.

Art. 30.- Le ministre chargé des établissements classés peut procéder, par la force publique, à l'apposition de scellés sur un établissement dont le fonctionnement est maintenu, soit en infraction à une mesure de fermeture ou de suppression, soit en dépit d'un arrêté de refus d'autorisation.

Art. 31.- Pendant la durée de la suspension du fonctionnement prononcée en application des dispositions des articles 28 et 29 ci-dessus, l'exploitant est tenu d'assurer la sécurité des installations.

Titre VII

De la responsabilité et des sanctions pénales

Chapitre I

De la responsabilité

Art. 32.-(1) Sans préjudice des peines applicables sur le plan de la responsabilité pénale et nonobstant les vérifications effectuées par les inspecteurs chargés du contrôle des établissements classés, est responsable civilement, sans qu'il soit besoin de prouver une faute, tout exploitant dont l'établissement cause un dommage corporel ou matériel résultant de son mauvais fonctionnement.

(2) La répartition du préjudice visé à l'alinéa (1) ci-dessus est partagée lorsque l'auteur du préjudice prouve que le préjudice corporel ou matériel résulte de la faute de la victime. Elle est exonérée en cas de force majeure.

Art. 33.- Le propriétaire, l'exploitant, le directeur ou, selon le cas, le gérant d'un établissement classé dont proviennent les éléments constitutifs de l'infraction peut être déclaré civilement responsable de la remise en l'état des sites.

Chapitre II

Des sanctions pénales

Art. 34.- (1) Est punie d'une amende de cinq cent mille (500 000) à deux millions (2 000 000) de francs CFA et d'une peine d'emprisonnement de six (6) mois à un (1) an, ou de l'une de ces deux peines seulement, toute personne qui:

- exploite un établissement compris dans l'une des catégories des établissements classés sans autorisation ou déclaration préalable;
- continue l'exploitation d'un établissement classé dont la fermeture a été ordonnée;
- empêche l'accomplissement des inspections, contrôles, expertise et analyses prévus par la présente loi.

(2) En cas de récidive, le coupable encourt le

Section 30: - The minister in charge of classified establishments shall use the forces of law and order to seal any such establishment which continues to operate either in violation of a closure or ban order or an order rejecting the operation of such establishment.

Section 31: - During the period of suspension imposed in accordance with the provisions of Sections 28 and 29 above, the operator of a classified establishment shall be bound to take steps to provide security in the premises of such establishment.

Part VII

Liability and Penalties

Chapter I

Liability

Section 32: - (1) Without prejudice to the penalties inflicted on persons with criminal liability, and notwithstanding the inspection carried out by inspectors responsible for controlling classified establishments, any operator thereof shall, without need to prove an offence committed made by them, be vicariously liable where their establishment causes bodily injury or damage due to the improper functioning of such establishment.

(2) The liability referred to in paragraph (1) above shall be shared where the person who caused the bodily injury or damage can prove that it occurred as a result of the victim's fault. The person shall be exonerated in case of force majeure.

Section 33: - The proprietor, operator, director or manager, as the case may be, of a classified establishment where the offence was committed may be declared vicariously liable to repairs of the site.

Chapter II

Penalties

Section 34: - (1) A fine of from 500,000 (five hundred thousand) to 2,000,000 (two million) CFA francs and imprisonment for from six months to one year, or both such imprisonment and fine, shall be imposed on whoever:

- operates an establishment falling under one of the categories of classified establishments without prior authorization or declaration;
- continues to operate a classified establishment which has been ordered to be closed;
- obstructs the inspection, control, evaluation and analysis provided for under this law.

(2) In case of a repeat offence, the highest of

double du maximum des peines prévues à l'alinéa (1) ci-dessus.

Art. 35.- Les sanctions prévues par la présente loi sont complétées par celles contenues dans le Code pénal ainsi que dans la législation relative à la protection de l'environnement.

Art. 36.- Les dispositions des articles 54 et 90 du Code pénal relatives au sursis et aux circonstances atténuantes ne sont pas applicables aux sanctions prévues par la présente loi.

Chapitre III

De la constatation des infractions

Art. 37.- (1) Sans préjudice des prérogatives reconnues au ministère public et aux officiers de police judiciaire à compétence générale, les agents assermentés de l'administration chargée des établissements classés ou des autres administrations concernées, notamment de l'environnement et de la santé sont chargés de la recherche, de la constatation et des poursuites en répression des infractions aux dispositions de la présente loi.

(2) Les agents mentionnés à l'alinéa (1) ci-dessus prêtent serment devant le tribunal compétent, à la requête de l'administration intéressée suivant des modalités fixées par un décret d'application de la présente loi.

(3) Dans l'exercice de leurs fonctions, les agents assermentés sont tenus de se munir de leur carte professionnelle.

Art. 38.- (1) Toute infraction constatée fait l'objet d'un procès-verbal régulier.

(2) La recherche et la constatation des infractions sont effectuées par deux (2) agents qui co-signent le procès-verbal. Ce procès-verbal fait foi jusqu'à inscription en faux.

Art. 39.- (1) Tout procès-verbal de constatation d'infraction doit être transmis immédiatement à l'administration chargée des établissements classés qui fait notifier au contrevenant. Celui-ci dispose d'un délai de vingt (20) jours à compter de cette notification pour contester le procès-verbal. Passé ce délai, toute contestation devient irrecevable.

(2) En cas de contestation dans les délais prévus à l'alinéa (1) ci-dessus, la réclamation est examinée par l'administration chargée des établissements classés.

Si la contestation est fondée, le procès-verbal est classé sans suite.

the penalties provided for in paragraph (1) above shall be doubled and imposed on him.

Section 35: - The penalties laid down in this law shall be supplemented by those provided for by the Penal Code and the laws relating to environmental protection.

Section 36: - The provisions of Sections 54 and 90 of the Penal Code relating to suspended sentence and extenuating circumstances shall not be applicable to the penalties provided for in this law.

Chapter III

Recording Violations

Section 37: - (1) Without prejudice to the prerogatives of the legal department and of judicial police officers with general jurisdiction the sworn officials of the government services in charge of classified establishments or the other government services concerned, in particular those in charge of the environment and health, shall be responsible for making enquiries, recording cases of violation and instituting legal proceedings against offenders in accordance with the provisions of this law.

(2) The persons referred to in paragraph (1) above shall, at the request of the service concerned, take an oath before a competent court under the conditions defined in the decree to implement this law.

(3) While on duty, the sworn officials referred to above shall be bound to carry their professional cards.

Section 38: - (1) Any violations shall be duly recorded in a report.

(2) Violations shall be detected and recorded by 2 (two) persons who shall sign the report which shall be considered authentic until proved otherwise.

Section 39: - (1) A report on established violations must be submitted forthwith to the government service in charge of classified establishments and notified to the offender. The latter shall be allowed 20 (twenty) days from the date of notification to file a petition against the report. No petition shall be accepted after that period.

(2) In the event of a petition filed within the time-limit provided for in paragraph (1) above, the matter shall be examined by the service in charge of classified establishments.

Where the petition is founded, the report shall be considered null and void.

Dans le cas contraire, et à défaut de transaction, l'administration chargée des établissements classés procède à des poursuites judiciaires conformément à la législation en vigueur.

Chapitre IV *De la transaction*

Art. 40.- (1) L'administration chargée des établissements classés a plein pouvoir pour transiger. Elle doit, pour ce faire, être dûment saisie par l'auteur de l'infraction.

(2) Le montant de la transaction est fixée en concertation avec l'administration chargée des finances. Ce montant ne peut être inférieur au minimum de l'amende pénale correspondante.

(3) La procédure de transaction doit être antérieure à toute procédure judiciaire éventuelle, sous peine de nullité.

(4) Le produit de la transaction est intégralement versé au Fonds national de l'Environnement et du Développement durable, tel que prévu par l'article 11 de la loi n° 96-12 du 5 août 1996 portant loi-cadre relatif à la gestion de l'environnement.

Titre VIII *Des dispositions diverses, transitoires et finales*

Art. 41.- Lorsque le fonctionnement d'un établissement non rangé dans la nomenclature des établissements classés des inconvénients graves pour la sauvegarde des intérêts mentionnés à l'article 2 de la présente loi, le ministre chargé des établissements classés peut:

- mettre l'exploitant en demeure de prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître ces dangers et inconvénients;

- le cas échéant, suspendre le fonctionnement de cet établissement jusqu'à l'intervention d'un acte de classement.

Art. 42.- Pour l'application de la présente loi aux établissements classés exploités par les services de la défense ou de la sécurité nationale, les attributions conférées aux agents assermentés de l'administration chargée des établissements classés ou des autres administrations concernées sont exercées par les officiers et agents civils des forces armées désignés à cet effet. La désignation est notifiée au ministre chargé des établissements classés.

Art. 43.- Les établissements classés exploités par les administrations publiques, les collectivités territoriales décentralisées et les institutions caritatives, sont exemptés du paiement des frais de contrôle et d'inspection.

Conversely, and in the absence of settlement, the service in charge of classified establishments shall institute proceedings in accordance with the laws in force.

Chapter IV *Settlement*

Section 40: - The ministry in charge of classified establishments shall have full powers to enter into a settlement. To that end, the matter should be duly referred to it by the offender.

(2) The amount of the settlement shall be fixed in consultation with the ministry in charge of finance. This amount may not be less than the corresponding minimum penal fine.

(3) The settlement procedure shall precede any possible legal procedure, under pain of being declared null and void.

(4) The proceeds of the settlement shall be paid in full to the National Environment and Sustainable Development Fund, as provided for in Section 11 of Law No. 96-12 of 5 August 1996: outline law on environmental management.

Part VIII *Miscellaneous, Transitional and Final Provisions*

Section 41: - Where the operation of an unclassified establishment poses serious inconveniences for the protection of the interests mentioned in Section 2 of this law, the minister in charge of classified establishments may:

- notify the operator to take the necessary measures to eliminate such dangers and inconveniences;

- if need be, suspend the operation of the establishment pending its classification.

Section 42: - For the purpose of applying this law to classified establishments operated by national defence or security services, the duties conferred on sworn employees of the ministry in charge of classified establishments or of other ministries concerned shall be performed by officers and civilian employees of the armed forces appointed for this purpose. Such appointment shall be notified to the ministry in charge of classified establishments.

Section 43: - Classified establishments run by government services, regional and local authorities and charity institutions shall be exempted from inspection and control fees.

Art. 44.- (1) Les autorisations accordées et les récépissés délivrés antérieurement à la publication de la présente loi demeurent valables.

(2) Les exploitants des établissements classés régis par la présente loi disposent d'un délai de six (6) mois à compter de la date de promulgation de ladite loi pour s'y conformer.

Art. 45.- Des décrets d'application de la présente loi en précisent, en tant que de besoin, les modalités.

Art. 46.- Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires, notamment celles de la loi n° 76-3 du 8 juillet 1976 fixant les frais d'inspection et de contrôle des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

Art. 47.- La présente loi sera enregistrée, publiée suivant la procédure d'urgence, puis insérée au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 14 juillet 1998.

Le Président de la République,
Paul Biya.

Décret n° 98-141 autorisant le ministre d'Etat chargé de l'Economie et des Finances à signer avec l'Association Internationale de Développement (AID) un Accord de Crédit d'Appui à l'ajustement structurel d'un montant de 133 500 000 DTS, équivalent à 111 600 000 000 FCFA

Le Président de la République,

Vu la Constitution;

Vu la loi n° 98-9 du 1er juillet 1998 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 1998-1999;

Vu le décret n° 97-205 du 7 décembre 1997 portant organisation du Gouvernement;

Vu le décret n° 97-207 du 7 décembre 1997 portant formation du Gouvernement;

Décète :

Article premier.- Le ministre d'Etat chargé de l'Economie et des Finances est autorisé, avec faculté de délégation, à signer avec l'Association Internationale de Développement (AID), un accord de Crédit d'Appui à l'Ajustement Structurel (CAAS), d'un montant de 133 500 000 DTS (cent trente-trois millions cinq cent mille Droits de Tirages Spéciaux), équivalent à 111 600 000 000 (cent onze milliards six cent millions) de francs CFA.

Art. 2.- Le présent décret sera enregistré, publié suivant la procédure d'urgence, puis inséré au *Journal*

Section 44: - (1) The authorizations granted and the receipts issued before the publication of this law shall remain valid.

(2) Operators of classified establishments governed by this law shall have a time-limit of 6 (six) months with effect from the date of enactment of the said law to comply with it.

Section 45: Decrees to implement this law shall define, as and when necessary, the conditions thereof.

Section 46: All previous provisions repugnant hereto, in particular those of Law No. 76-3 of 8 July 1976 to fix the fees for the inspection and control of dangerous, unhealthy or obnoxious establishments, are hereby repealed.

Section 47: This law shall be registered, published in accordance with the procedure of urgency, and inserted in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 14 July 1998.

Paul Biya,
President of the Republic.

Decree No. 98-141 of 7 July 1998 to authorize the Minister of State in charge of the Economy and Finance to sign with the International Development Association (IDA) a Structural Adjustment Support Loan Agreement for the sum of 133,500,000 SDR, equivalent to 111,600,000,000 CFA francs

The President of the Republic,

Mindful of the Constitution ;

Mindful of Law No. 89-9 of 1 July 1998: Finance Law of the Republic of Cameroon for the 1998-1999 financial year ;

Mindful of Decree No. 97-205 of 7 December 1997 to organize the Government;

Mindful of Decree No. 97-207 of 7 December 1997 to form the Government;

Hereby decrees as follows :

1. The Minister of State in charge of the Economy and Finance is authorized, with the powers of delegation, to sign with the International Development Association (IDA) a Structural Adjustment Support loan agreement for the sum of 133,500,000 (one hundred and thirty-three million five hundred thousand) Special Drawing Rights (SDR), equivalent to 111,600,000,000 (one hundred and eleven thousand six hundred million) CFA francs.

2. This decree shall be registered, published according to the procedure of urgency and inserted in the